

— monsieur Jean Brown, comptable agréé - associé, Laberge Lafleur, en remplacement de monsieur Jean Simard;

— madame Francine Vanlaethem, professeure régulière, Université du Québec à Montréal, en remplacement de madame Francine Brousseau;

— madame Anne Carrier, présidente du cabinet, Anne Carrier Architectes, en remplacement de monsieur Roland Désaulniers;

— madame Michèle Paradis, directrice générale, Musée des religions, en remplacement de madame Moira T. McCaffrey;

— madame Denise M. Levesque, ex-mairesse, Ville de Rivière-du-Loup, en remplacement de monsieur Philippe Lapointe;

QUE ces membres aient droit aux allocations de présence et au remboursement des frais de voyage et de séjour conformément au décret numéro 72-89 du 1<sup>er</sup> février 1989, modifié par le décret numéro 126-90 du 7 février 1990.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

35485

Gouvernement du Québec

### Décret 46-2001, 24 janvier 2001

CONCERNANT un contrat de gardiennage des édifices sous la responsabilité du Musée de la Civilisation intervenu entre le Musée et la firme Sécurité et Protection Sec-Pro inc.

ATTENDU QUE le Musée de la Civilisation (le « Musée ») est une personne morale instituée en vertu de la Loi sur les musées nationaux (L.R.Q., c. M-44, 1999, c. 40; 2000, c. 8);

ATTENDU QUE le Musée a conclu avec la firme Sécurité et Protection Sec-Pro inc. un contrat de gardiennage des édifices où il exerce ses activités;

ATTENDU QUE le Musée est assujéti au Règlement cadre sur les conditions des contrats des ministères et des organismes publics édicté par le décret numéro 1166-93 du 18 août 1993 et ses modifications;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 31, paragraphe 1<sup>o</sup> de ce règlement, l'adjudication d'un contrat doit être autorisée par le gouvernement lorsque le montant de ce contrat est de 1 M \$ ou plus et que ce contrat n'est pas prévu dans le cadre d'une programmation contractuelle approuvée par le gouvernement;

ATTENDU QUE la firme Sécurité et Protection Sec-Pro inc. a été retenue parmi cinq soumissionnaires à la suite d'une procédure d'appel d'offres;

ATTENDU QUE, par sa résolution 00-14 du 9 novembre 2000, le conseil d'administration du Musée recommande au gouvernement d'autoriser le Musée à conclure avec la firme Sécurité et Protection Sec-Pro inc. un contrat de gardiennage des édifices où le Musée exerce ses activités pour un montant de 1 301 101,19 \$ la première année, renouvelable pour deux périodes additionnelles d'un an aux mêmes conditions;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le Musée à effectuer les paiements découlant du contrat de gardiennage intervenu avec la firme Sécurité et Protection Sec-Pro inc.;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture et des Communications:

QUE le Musée de la Civilisation soit autorisé à effectuer les paiements pour un montant maximum annuel de 1 301 101,19 \$, découlant du contrat de gardiennage des édifices où le Musée exerce ses activités, d'une durée d'un an renouvelable pour deux périodes additionnelles d'un an aux mêmes conditions, intervenu avec la firme Sécurité et Protection Sec-Pro inc.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

35486

Gouvernement du Québec

### Décret 47-2001, 24 janvier 2001

CONCERNANT l'approbation du plan d'investissements universitaires pour la période du 1<sup>er</sup> juin 2000 au 31 mai 2005

ATTENDU QU'en vertu de l'article 2 de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., c. I-17) le ministre de l'Éducation est autorisé à préparer chaque année avec tout établissement universitaire du Québec tout plan d'investissements universitaires pour les cinq années suivantes, divisé en tranches annuelles;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 4 de cette loi ce plan doit indiquer en détail l'objet et le montant des investissements pour la première année et contenir un état des investissements prévus pour les années subséquentes et être approuvé par le gouvernement;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver le plan d'investissements universitaires pour la période allant du 1<sup>er</sup> juin 2000 au 31 mai 2005, tel qu'il figure aux annexes A, B et C de la recommandation ministérielle jointe au présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Éducation :

QUE le plan d'investissements universitaires pour la période allant du 1<sup>er</sup> juin 2000 au 31 mai 2005 annexé à la recommandation ministérielle du présent décret soit approuvé, conformément à l'article 4 de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., c. I-17).

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

35487

Gouvernement du Québec

### **Décret 48-2001, du 24 janvier 2001**

CONCERNANT la nomination de deux membres du conseil d'administration de l'Université du Québec à Montréal

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *c* de l'article 32 de la Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., c. U-1), les droits et pouvoirs d'une université constituante sont exercés par un conseil d'administration composé notamment de six personnes nommées par le gouvernement, sur la recommandation du ministre, dont deux étudiants de l'université constituante, nommés pour deux ans et désignés par les étudiants de cette université;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 37 de cette loi, dans le cas des membres visés aux paragraphes *b* à *f* de l'article 32, toute vacance est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 698-98 du 27 mai 1998, madame Karine Farrell et monsieur Sébastien Leblanc étaient nommés membres du conseil d'administration de l'Université du Québec à Montréal, que leur mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à leur remplacement;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 32 de la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants (L.R.Q., c. A-3.01), lorsque aucune association ni aucun regroupement n'est accrédité pour représenter les élèves ou les étudiants du groupe visé, les nominations pour ce groupe sont faites selon ce que détermine l'établissement;

ATTENDU QU'aucune association étudiante ni aucun regroupement d'associations n'est accrédité pour représenter l'ensemble des étudiants de l'Université du Québec à Montréal auprès des divers conseils, commissions, comités ou autres organismes de cet établissement;

ATTENDU QUE l'Université du Québec à Montréal a tenu un appel de candidatures suivi d'un scrutin afin de désigner deux étudiants pour devenir membres du conseil d'administration de cet établissement;

ATTENDU QUE messieurs Yannick Gauthier et François Limoges-Dubois ont obtenu le plus de suffrages lors de ce scrutin;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Éducation :

QUE monsieur Yannick Gauthier, étudiant, soit nommé membre du conseil d'administration de l'Université du Québec à Montréal, à titre de personne désignée par les étudiants, pour un premier mandat de deux ans à compter des présentes, en remplacement de madame Karine Farrell;

QUE monsieur François Limoges-Dubois, étudiant, soit nommé membre du conseil d'administration de l'Université du Québec à Montréal, à titre de personne désignée par les étudiants, pour un premier mandat de deux ans à compter des présentes, en remplacement de monsieur Sébastien Leblanc.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

35488

Gouvernement du Québec

### **Décret 49-2001, 24 janvier 2001**

CONCERNANT la délivrance d'un certificat d'autorisation en faveur d'Interquisa Canada, S.E.C. pour la construction d'une usine d'acide téréphtalique purifié sur le territoire de la Municipalité de Montréal-Est

ATTENDU QUE la section IV.1 du chapitre I de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) pré-